

# Allemagne-France : une fascination réciproque

Jamais peut-être, à un moment où leur rôle moteur dans la résolution de la crise actuelle s'est avéré décisif, les relations entre les deux principales puissances d'Europe n'ont été aussi fortes, aussi complexes et aussi fantasmées de part et d'autre.

Certes, l'Allemagne et la France ont suivi deux stratégies radicalement opposées au cours des dix dernières années. L'une a bâti sa compétitivité et ses records d'exportation sur des investissements industriels et la mise en place d'une vraie politique de l'offre alors que l'autre a maintenu sa vision d'une croissance tirée principalement par la consommation. L'une a, avant la crise, fait un retour forcé vers un équilibre budgétaire et un début de désendettement alors que l'autre a tardé à mettre en place une politique de rigueur. L'une a procédé à des réformes douloureuses de son système de protection sociale (retraite à 67 ans, fusion du revenu minimum et de l'allocation chômage...) alors que l'autre, compte tenu des résistances manifestes, n'y va que très progressivement.

Tels paraissent être les termes d'une comparaison totalement favorable au modèle allemand pour conséquence un débat fortement pollué. Cela n'aurait rien de grave si ces dernières années, comme des vases communicants, la confiance de l'Allemagne ne s'était appuyée sur un sentiment de perte d'efficacité et de solidité de l'autre. Et que, plus récemment des voix en France n'avaient fait allusion à une politique de diktat et à des souvenirs historiques d'autres époques.

Or la réalité est bien loin d'être telle qu'on la décrit. L'Allemagne a certes plutôt bien réussi sa réunification en une vingtaine d'années, en s'appuyant sur des flux de capitaux venus du monde entier et notamment de ses voisins, dont la France. Le coût pour celle-ci ne fut pas négligeable, loin s'en faut. Puis les dix dernières années ont créé un grand écart entre les deux pays comme on l'a dit.

Mais, si l'on regarde la réalité des situations économiques de l'une et de l'autre, au-delà de cet exceptionnel résultat allemand dans le domaine des exportations, les différences sont moins vives. Sur dix ans, peu de différence de croissance du PIB, peu de différence de gains de productivité, des taux de chômage quasiment orthogonaux, mais ceux-ci liés à deux phénomènes bien connus : d'un côté, le marché de l'emploi est en décroissance de

**LA CHRONIQUE DU CERCLE DES ÉCONOMISTES**  
PAR JEAN-HERVÉ LORENZI ET AXEL RÜCKERT

**Lucidité et pragmatisme se doivent d'être les principes d'un regard français vers son voisin outre-Rhin.**

20.000 personnes par an, de l'autre c'est l'inverse pour 150.000 nouveaux entrants. Puis, l'Allemagne, dès le début de la crise, a encouragé les entreprises à avoir recours au chômage technique aidé plutôt que de procéder à des suppressions d'emplois définitives. Tout est à apprendre du côté français sur la stratégie d'innovation et de délocalisation allemande, mais le regard se doit d'être mesuré, y compris sur le fait qu'une stratégie fondée largement sur les exportations

a une cyclicité très forte. Sur ce plan-là, les années 2009 et, peut-être, 2012 montrent que rien n'est parfait en ce bas monde.

Lucidité et pragmatisme se doivent d'être les principes d'un regard français vers son voisin outre-Rhin. Pas de fantasme et surtout pas l'idée simpliste que la société allemande se verrait comme très supérieure à toute autre et que les dirigeants politiques économiques n'auraient aucune conscience de la fragilité de toute économie dans cette période troublée.

Côté allemand, les vieilles idées ont également la vie dure. En réalité, le nombre d'heures de travail en France doit être approximativement équivalent, la productivité horaire y est très forte, les niveaux d'infrastructures exceptionnels, le nombre de très grandes entreprises mondialisées légèrement plus important, les capacités d'innovation équivalentes, voire supérieures... sans parler d'un taux de natalité diamétralement opposé. Et il faut taire les voix qui, côté allemand, militent dangereusement pour une séparation entre les pays vertueux et les pays laxistes...

Espérons donc que les initiatives franco-allemandes récentes continuent à montrer la voie au reste de l'Europe : pas de maîtrise de la crise sans accord sur une gouvernance économique et politique franco-allemande et européenne renforcée. Pas de maîtrise de la crise, sans un leadership dans des mesures largement partagées, y compris dans l'opinion publique : installation d'une taxe sur les transactions financières, encadrement des excès spéculatifs, rapprochement des systèmes fiscaux... Et si la fascination réciproque passait également par nos cultures et nos langues ?

**Jean-Hervé Lorenzi est président du Cercle des économistes, Axel Rückert est chef d'entreprise allemand**

## LIVRES

# Les villes face aux défis du climat

Après l'accord à l'arraché du récent sommet de Durban, trois ouvrages en anglais sur les villes, laboratoires du changement climatique.

Trois ouvrages consacrés aux menaces et aux transformations qui s'imposent aux métropoles confrontées au réchauffement climatique. La thèse générale : alors que les villes dépendaient de leur environnement, c'est désormais l'environnement qui dépend des villes.

### Le constat

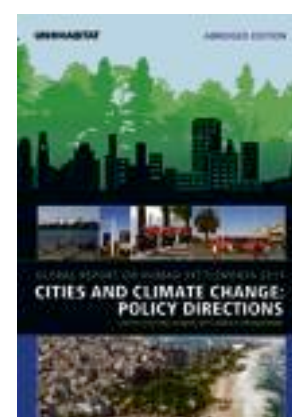
UN-Habitat, l'agence onusienne en charge des « établissements humains » ([www.unhabitat.org](http://www.unhabitat.org)) propose chaque année un rapport thématique de haute tenue. La livraison 2011 est consacrée au changement climatique, à son impact sur les villes tout comme à leur influence sur le changement climatique. Alors que les négociations internationales portent sur les situations et coopérations des États, c'est de plus en plus à l'échelle locale que s'observent et se traitent les perturbations et les éventuelles ruptures environnementales. Les experts, à grand renfort de tables, graphiques et encadrés, soulignent qu'il en va de la transformation de nos modes de vie. Les enjeux sont considérables, en particulier dans les zones côtières, particulièrement exposées. Elles ne représentent que 2 % de la surface émergée du globe, mais regroupent 13 % de la population urbaine mondiale. Pour toutes les villes, le sujet appelle des stratégies de long terme, pour réduire les émissions et modifier les comportements et les modes de gestion. Un document riche de données, d'illustrations et d'idées.

### Les menaces

Ce rapport, préfacé notamment par Rajendar Pachauri, Michael Bloomberg et Jeffrey Sachs, recense et évalue, à partir des acquis de la recherche, les vulnérabilités et capacités des zones urbaines. Cadres généraux et études de cas alternent autour des menaces et politiques de métropoles aussi différentes que New York, Dakar, Shanghai, New Delhi ou Londres. Dans ces villes, les températures moyennes pourraient augmenter d'ici à 2050 de 1 à 4 °C. Le climat aura changé, avec des épisodes extrêmes plus fréquents. Une centaine d'experts produisent un état de l'art sur les consommations et productions urbaines dans quatre domaines cruciaux : l'eau, l'énergie, le transport urbain, la santé. Le résultat ne contient ni description catastrophiste ni recette magique. L'ouvrage s'achève, classiquement, sur les défis de la gouvernance (pour traiter d'un climat qui ne connaît pas les frontières). Il montre que les zones urbaines sont indubitablement les « laboratoires » de l'adaptation au changement climatique. Les métropoles, plus ou moins grandes, plus ou moins inégales, sont les espaces d'impact des transformations environnementales. Ce sont aussi les lieux de l'innovation.

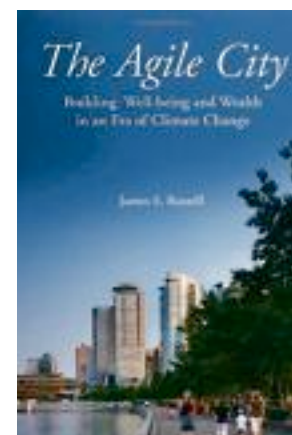


**CITIES AND CLIMATE CHANGE. GLOBAL REPORT ON HUMAN SETTLEMENTS 2011** par United Nations Human Settlements Programme Nairobi, UN-Habitat, 2011, 279 pages



**Climate Change and Cities** par United Nations Human Settlements Programme Nairobi, UN-Habitat, 2011, 279 pages

**CLIMATE CHANGE AND CITIES. FIRST ASSESSMENT REPORT OF THE URBAN CLIMATE CHANGE RESEARCH NETWORK**, par Cynthia Rosenzweig, William D. Solecki, Stephen A. Hammer, Shagun Mehrotra (dir.) Cambridge University Press, 2011, 286 pages



**THE AGILE CITY. BUILDING WELL-BEING AND WEALTH IN AN ERA OF CLIMATE CHANGE**, par James S. Russell Island Press, 2011, 312 pages

### Les solutions

Pour compléter la collection des expressions sur la ville (« durable », « intelligente », « verte », etc.), le journaliste américain James Russell propose de les qualifier d'agiles. Sceptique à l'égard des investissements technologiques massifs, il croit davantage dans la rénovation progressive des villes et dans les changements d'usage de leurs habitants. Les bâtiments vont progressivement devenir moins énergivores, voire à énergie positive. Grâce à de multiples tactiques d'adaptation, entretenues par une planification urbaine incitative, il est possible de

limiter les déplacements et d'optimiser les consommations. Russell s'intéresse à toutes les innovations de petite ou moyenne portée, souvent observées avec condescendance, qui permettent de transformer le quotidien urbain (chauffage, éclairage, mobilité). Son ouvrage sur les villes américaines est d'un optimisme sympathique au sujet d'un mode de vie dont il a été dit il y a dix ans par Georges Bush (senior) qu'il n'était « pas négociable ». Il faudrait maintenant qu'il se transforme de lui-même. Tout est là. **JULIEN DAMON EST PROFESSEUR ASSOCIÉ À SCIENCES PO (MASTER URBANISME)**

## LA REVUE DU JOUR

### La France des taxes et des charges



**Le propos.** « En 2007, il existait en France cinq usines de batteries qui en produisaient 13 millions par an. Toutes ont disparu, sauf Steco Power, la plus petite. Avec 800.000 unités par an elle est aujourd'hui en dépôt de bilan. » La dernière livraison de la revue de l'École de Paris de management, datée de novembre-décembre, a bien anticipé le débat sur la désindustrialisation et le « produire français » qui anime ces jours-ci la précampagne présidentielle française.

**L'intérêt.** Henri Lagarde, ancien PDG de Royal Canin et Clément Kopp, senior partner à Euro Triade GmbH, abordent ce dossier majeur sous l'angle d'un comparatif des charges entre la France et l'Allemagne, pays qui a réussi à maintenir prospère son industrie. De ce sujet déjà maintes fois visité, les auteurs ont le mérite de livrer

une vision en profondeur, voire inédite. Leur idée ? Comparer deux PME, l'une française et l'autre allemande, de taille et de métier comparables, et les passer sous la toise des taxes et des charges dont elles sont redevables dans leur pays respectif. Résultat édifiant et, comme l'on peut s'y attendre, résolument en défaveur de notre champion national. Un exemple : pour un résultat courant avant impôt de 870.000 euros, la PME française se verra affecter au titre de l'impôt sur les sociétés un taux réel d'imposition de 31 %. Il sera de 14 % pour son équivalente allemande, dont le résultat est de près de 3 millions d'euros. Bilan, un résultat net 3,6 fois inférieur pour l'entreprise française.

**La citation.** « Je suis très agacé de lire des articles prétendant que l'impôt sur les sociétés ou que les cotisations sociales seraient du même niveau en France qu'en Allemagne », écrit Henri Lagarde.

**D. FO.**  
« Le Journal de l'École de Paris du management ».  
Edition de novembre-décembre 2011. 47 pages.

# Demain, l'autonomie alimentaire

Bruno Le Maire veut en finir avec un modèle d'exportations agricoles à outrance, dévastateur pour l'environnement et pour les économies.

En 2025 - demain -, une Terre plus durement éprouvée, plus souvent asséchée par le changement climatique, moins riche en surfaces cultivables, devra nourrir un milliard de bouches supplémentaires. Le monde se dirige droit vers la catastrophe alimentaire, sans stratégie agricole globale. Dans un livre au titre ambitieux, « Nourrir la planète », Bruno Le Maire, ministre français de l'Agriculture et de l'Alimentation, propose un nouveau modèle agricole mondial, capable d'assurer l'indépendance alimentaire de chaque grande région du globe. Aujourd'hui, « une partie du monde produit pour le reste de la planète. Je crois que ce n'est pas le bon modèle », explique Bruno Le Maire dans ce livre d'entretiens. Manger des pommes du Chili au cœur de la Normandie ou de la viande d'Argentine au cœur du Charolais : c'est un modèle « dévastateur pour la planète », car abusivement émetteur de carbone, mais aussi « pour notre propre économie parce qu'il nous dépossède de notre autonomie alimentaire ». C'est tout un système fondé sur l'exportation à outrance, notamment vers des pays comme l'Inde ou la



**NOURRIR LA PLANÈTE** par Bruno Le Maire Cherche Midi, 170 pages, 17 euros

**L'EXTRAIT.** « On ne doit pas être bouche bée devant le modèle agricole allemand. »

**L'AUTEUR.** Bruno Le Maire, quarante-deux ans, est ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire depuis juin 2009. Il a été secrétaire d'Etat aux Affaires européennes.

Chine, où la demande est exponentielle, qui est à revoir.

Penser global, produire local. Voilà le credo de Bruno Le Maire. « Nous avons besoin que chaque région du monde puisse être plus autonome en matière agricole. » Cela implique d'aider les pays d'Afrique et d'Asie à développer la

recherche en matière agricole, au lieu de leur fournir des denrées qui renforcent leur dépendance alimentaire. Promouvoir les circuits courts et les consommations locales : cette nouvelle donne agroalimentaire défendue par le ministre français conforte notre modèle national historiquement assis sur la production la plus diversifiée de produits de qualité, sûrs et à forte identité. Cependant, le maintien de cette agriculture française-là ne peut se faire qu'à plusieurs conditions. L'une est de « comprendre que l'alimentation de qualité a un coût ». Une autre est de cesser de pointer du doigt les agriculteurs : « Il y a parfois un peu de schizophrénie chez les Français, relève Bruno Le Maire, on est pour l'agriculture, mais on ne veut surtout pas avoir un éleveur de porcs ou un céréalier à côté de chez soi. » Enfin, les marchés agricoles, en Europe comme ailleurs, doivent être régulés. Pour avoir, entre 2009 et 2010, contre la Commission européenne, fait renoncer la plupart des États de l'Union à une libéralisation du marché du lait, le ministre français peut, sur ce point, se targuer d'avoir traduit des mots en actes. **JEAN-FRANÇOIS PÉCRESSE**



**OLIVIER BABEAU, UNIVERSITÉ PARIS-VIII**

« L'absence grandissante de ligne claire en faveur du nucléaire de la part des responsables publics est un symptôme préoccupant. »

À LIRE SUR [lecercle.lesechos.fr](http://lecercle.lesechos.fr)